

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2342

[2009/202800]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant application du décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée, modifié par le décret de la Région wallonne du 24 novembre 1994 et le décret de la Région wallonne du 20 novembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2009;

Vu l'avis 46.394/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o association : l'association de santé intégrée dont le siège d'activités est situé sur le territoire de la région de langue française;

2^o décret : le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;

3^o loi : la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994;

4^o ministre : le Ministre qui a la Politique de la Santé dans ses attributions;

5^o administration : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — De l'accessibilité des associations

Art. 3. Le siège de l'association est identifié clairement à l'extérieur du bâtiment.

Il est ouvert à raison de dix heures par jour du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés. Son horaire d'ouverture est affiché à l'extérieur.

Une garde médicale est assurée 24 heures sur 24 soit par l'association elle-même, soit par le recours à la garde organisée localement.

A cette fin, un système téléphonique est utilisé. Il permet au patient d'obtenir une réponse directe à son appel.

Art. 4. § 1^{er}. L'association s'engage à dispenser des soins et à prester ses services soit sur la base du forfait visé à l'article 52 de la loi, soit sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

Dans ce dernier cas, elle se conforme aux accords conclus sur la base de l'article 50 de la loi et applique le régime du tiers payant tel que défini par l'arrêté royal du 10 octobre 1986 portant exécution de l'article 53, alinéa 8, de la loi.

§ 2. L'association s'engage à n'exclure des soins et de ses services aucune personne qui ne dispose pas des ressources financières suffisantes.

§ 3. Les tarifs, honoraires et contributions financières sont affichées dans les salles d'attente de l'association.

§ 4. L'association veille à collaborer avec les centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère agréés par la Région wallonne conformément aux modalités du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

CHAPITRE III. — De la procédure d'octroi, de refus et de retrait de l'agrément et de l'agrément provisoire

Art. 5. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par l'association auprès de l'administration par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Elle comprend les données et documents suivants :

1^o le numéro d'entreprise octroyé à la suite du dépôt des statuts ou de la décision de l'autorité publique de créer l'association de santé intégrée;

2^o la liste des membres du comité de gestion ainsi que leur qualité lorsqu'il s'agit d'une association créée sur l'initiative d'une autorité publique;

3^o le secteur desservi par l'association, le nom des communes comprises en tout ou en partie ainsi que le nombre d'habitants concernés;

4^o les jours et heures d'ouverture de l'association;

5^o les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire;

6^o les horaires d'activités de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire;

7^o un descriptif de l'outil de liaison;

8^o un plan indiquant l'affectation et la destination des locaux;

9^o une copie du contrat d'évacuation des déchets B2;

10° une copie du rapport des pompiers faisant état d'un avis favorable au développement de l'activité dans les locaux;

11° les conditions financières d'accès aux soins et aux services de l'association;

12° les modalités d'organisation des gardes durant la semaine, les week-ends et les jours fériés, en ce compris les modalités de contact de la garde.

L'administration accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier. Elle réclame les documents éventuellement manquants dans un délai d'un mois à date de la réception du dossier.

Si, au terme d'un délai de six mois à dater de la demande des documents manquants, l'association n'a pas complété sa demande d'agrément, le dossier est clôturé.

L'administration organise une inspection visant à évaluer de manière participative le plan d'action dans un délai de trois mois à partir de l'introduction du dossier complet.

Les conclusions de l'inspection sont transmises dans le mois au pouvoir organisateur qui dispose d'un délai d'un mois pour y répondre.

Au terme de ce délai, l'administration transmet le dossier pour décision au ministre, accompagné des conclusions de l'inspection et, le cas échéant, de celles de l'association.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de deux mois.

§ 2. Toute modification apportée à l'un des points énoncés au paragraphe précédent au cours de l'agrément provisoire ou de l'agrément, est signalée dans le mois à l'administration qui en accuse réception dans les dix jours.

Art. 6. La décision relative à l'agrément spécifie si l'association est agréée provisoirement et pour quelle durée ou si l'association est agréée à durée indéterminée, le siège d'activité principal et, le cas échéant, les autres sièges ainsi que le secteur desservi.

Art. 7. Lorsque l'administration constate qu'une association ne remplit pas ou plus les conditions d'agrément ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle lui adresse une mise en demeure lui rappelant ses obligations et lui notifie le délai dans lequel elle doit se mettre en conformité.

Si, à l'expiration de ce délai, l'association n'a pas remédié aux lacunes qui lui ont été notifiées, l'administration lui adresse une proposition de refus ou de retrait d'agrément ou d'agrément provisoire.

Dans le même temps, elle informe l'association qu'elle dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification pour lui adresser ses observations écrites.

A cette fin, l'administration convoque le service par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant le lieu et l'heure de l'audition. La convocation mentionne la possibilité de se faire assister du conseil de son choix.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

L'administration complète le dossier par les observations écrites de l'association, par le procès-verbal d'audition et par tout élément utile survenu entre-temps.

Le dossier est transmis au ministre dans un délai d'un mois à dater de l'audition.

Le Ministre statue dans les deux mois de la réception du dossier.

Art. 8. Les décisions de refus ou de retrait de l'agrément ou de l'agrément provisoire sont notifiées à l'association par lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE IV. — *Des conventions de collaboration*

Art. 9. Les conventions de collaboration qui lient l'association de santé intégrée aux travailleurs sociaux et aux psychothérapeutes visés à l'article 8 du décret comportent au minimum :

1° l'identification des parties;

2° l'objet de la convention;

3° les droits et devoirs de chacune des parties;

4° l'existence ou non d'une contrepartie financière;

5° la durée de la convention et, si nécessaire, les modalités de reconduction de la convention;

6° les modalités de partage de l'information utile à la prise en charge et à la continuité de celle-ci;

7° les modalités de désignation d'un référent tout au long du parcours du patient;

8° les modalités d'évaluation périodique de la collaboration;

9° les modalités de résiliation de la convention;

10° les dispositions en cas de litige.

Art. 10. Le Ministre établit un modèle de convention.

CHAPITRE V. — *De l'évaluation périodique des associations*

Art. 11. L'évaluation relative à l'exercice de la fonction d'accueil assure que l'association fonctionne de manière à garantir la qualité et la permanence continue de l'accueil durant les heures d'ouverture.

Pour ce faire, l'évaluation porte sur les aspects suivants :

1° le service d'accueil et de secrétariat recourt à du personnel sous contrat ou sous statut, à des membres de l'équipe ou à des volontaires;

2° l'infrastructure tient compte du respect de la vie privée du patient et des impératifs liés à la conservation des données individuelles;

3° La salle d'attente est adaptée à l'accueil des patients quels que soient leur âge et leur état de santé.

Art. 12. L'évaluation relative à l'exercice des fonctions curatives et préventives assure que :

1° la continuité des soins est garantie par l'association elle-même ou en collaboration avec le réseau médico-psycho-social, ci-après désigné par le terme "le réseau";

2° lorsque l'association remplit ses fonctions dans le cadre du réseau, elle veille à conclure des conventions de collaboration mentionnant, outre l'identification des parties, l'objet précis de la collaboration, ses modalités et les moyens d'évaluation;

3° l'instauration de mesures d'organisation et de techniques appropriées rend les cabinets de consultation accessibles aux patients quel que soit leur âge ou leur état de santé et respectent les règles d'hygiène et de sécurité dont, notamment, l'utilisation de matériel à usage unique et l'enfermement de tout produit ou médicament.

Art. 13. L'évaluation relative à la fonction de santé communautaire vise à vérifier que celle-ci est organisée dans l'intérêt de la collectivité au sein de laquelle l'association inscrit son action.

A cette fin, l'association fait état de l'exercice de la fonction en décrivant pour chaque projet :

1° son contenu;

2° les objectifs poursuivis dont les motivations liées à l'élaboration du projet;

3° le membre de l'association qui porte le projet;

4° les autres membres qui y sont participants au sein de l'association et dans le cadre du réseau;

5° la période ou la durée du projet;

6° le public cible;

7° les moyens financiers mis en œuvre;

8° les indicateurs d'évaluation.

Lorsqu'un projet est élaboré et au plus tard quinze jours avant son démarrage, l'association transmet les éléments énoncés à l'alinéa précédent à l'administration qui en accuse réception dans les dix jours.

Sans avis contraire de l'administration dans les quinze jours de l'accusé de réception, le projet est réputé accepté et pourra être pris en compte dans le cadre du calcul de la subvention, visé à l'article 19, § 4.

Art. 14. § 1^{er}. Dans le cadre de l'évaluation de la fonction d'observatoire de la santé de première ligne, le ministre communique aux associations la liste minimale des données faisant l'objet d'un recueil épidémiologique, à la suite d'une concertation menée au sein du comité d'évaluation visé à l'article 26 du présent arrêté.

§ 2. L'association fournit ses données selon les modalités et dans le délai qui sont fixés par le ministre.

Lors de la transmission des données, elle communique les coordonnées de la ou des personnes responsables du traitement des données.

Art. 15. L'évaluation de l'intégration des différentes disciplines au sein de l'équipe se mesure sur la base de la tenue des réunions de coordination des activités liées à l'exercice des fonctions, dont le caractère régulier est apprécié de la manière suivante :

1° elles se tiennent au moins à quarante-quatre reprises au long de l'année civile;

2° elles se déroulent durant une heure au moins;

3° elles font l'objet d'un procès-verbal et d'une liste signée par les participants.

Les procès-verbaux et les listes sont conservées durant cinq années.

Art. 16. L'évaluation relative à l'outil de liaison vérifie si le support permet à tous les membres de l'équipe d'accéder aux données qui les concernent pour remplir leurs fonctions, et ce dans le meilleur délai, dans un but de continuité de l'activité, dont notamment les soins.

Art. 17. L'évaluation du plan d'action de l'association consiste à vérifier si :

1° l'association a décrit son environnement en terme territorial et institutionnel;

2° l'organisation générale de l'association est détaillée pour chacune des fonctions;

3° les objectifs à court et long terme pour l'accueil, l'intégration de l'équipe et son insertion dans le réseau, sa coordination, les activités de santé communautaire et le recueil épidémiologique y sont définis;

4° les actions découlant des objectifs et les moyens y affectés déclinent les objectifs de manière opérationnelle;

5° l'évaluation sous forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs mesurant l'écart entre les objectifs et les actions mises en œuvre est envisagée a priori en vue de l'amélioration de l'exercice des fonctions.

Par "environnement de l'association en terme territorial et institutionnel", il convient d'entendre la description de la population, des particularités de celle-ci, de l'offre de soins existant sur le territoire visé par l'association.

Le Ministre établit un modèle de plan d'action.

Art. 18. § 1^{er}. Les fonctionnaires et agents de l'administration désignés à cet effet vérifient la conformité aux dispositions adoptées par ou en application du décret, notamment le respect des conditions d'agrément.

Ils ont libre accès aux locaux de l'association et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission, notamment les conventions de collaboration et les procès-verbaux et listes des participants des réunions de coordination.

§ 2. Les fonctionnaires et agents de l'administration visés au paragraphe précédent évaluent au moins tous les deux ans le plan d'action de manière participative avec les membres de l'association en confrontant celui-ci à la mise en œuvre effective, en examinant les écarts entre les objectifs et les actions au moyen des indicateurs définis par l'association et en envisageant les perspectives de développement des activités.

L'association veille à la présence de tous les membres de l'association ou au moins d'un représentant de chacune des professions qui y exercent ses activités.

Art. 19. L'association agréée qui fait valoir ses droits aux subventions tient une comptabilité qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de la gestion de l'association.

L'association agréée transmet au plus tard, deux mois après la fin de la période couverte par l'arrêté d'octroi de subvention, un rapport annuel d'activités dont le modèle est fixé par le Ministre ainsi que au plus tard le 30 juin de l'exercice qui suit la période d'octroi de la subvention le bilan et le compte d'exploitation approuvés par l'assemblée générale, lorsqu'il s'agit d'une association sans but lucratif.

CHAPITRE VI. — *De l'octroi des subventions aux associations de santé intégrée*

Art. 20. § 1^{er}. Les subventions sont allouées par le Gouvernement dans les limites des disponibilités budgétaires.

§ 2. Pour l'organisation de la fonction d'accueil visée à l'article 11 du présent arrêté, il est octroyé 25.000 euros pour autant que cette activité ait été assurée au moins 38 heures par semaine par une ou des personnes engagées sous contrat de travail ou sous statut par l'association lors de l'exercice antérieur, ou qu'elle le soit à partir du 1^{er} janvier de l'exercice pour lequel les subventions sont allouées.

Si cette fonction bénéficie en tout ou en partie d'un autre financement, la subvention est octroyée au prorata de la partie non financée.

§ 3. Pour la coordination visée à l'article 15 du présent arrêté, il est octroyé par patient pris en charge au cours de l'année écoulée :

1° 2,75 euros si l'équipe s'est coordonnée quarante-quatre fois à concurrence d'une heure;

2° 4 euros si l'équipe s'est coordonnée quarante-quatre fois à concurrence de deux heures.

Le nombre de patients pris en considération pour le calcul de la subvention pour la coordination est plafonné à 4 000.

Pour les associations appliquant le système de financement forfaitaire visé à l'article 52 de la loi, le nombre de patients pris en compte est le nombre de patients inscrits au 31 décembre de l'année écoulée.

Pour les associations utilisant le système de paiement à la prestation, le nombre de patients (N) pris en considération est le résultat de la formule suivante :

$$N = N_{\text{asi}}/N_{\text{moy}}$$

"N asi" est le nombre total de contacts prestés en médecine générale dans l'association durant l'année écoulée;

"N moy" est le dernier nombre moyen de contacts annuels en médecine générale en Belgique, celui-ci étant calculé par l'INAMI;

§ 4. Pour la fonction de santé communautaire visée à l'article 13 du présent arrêté, il est octroyé :

1° 3.000 euros si l'association a justifié que ses membres ont consacré entre 100 et 200 heures au cours de l'exercice écoulé à des activités de santé communautaire;

2° 6.000 euros si l'association a justifié que ses membres ont consacré entre 200 et 400 heures au cours de l'exercice écoulé à des activités de santé communautaire;

3° 9.000 euros si l'association a justifié que ses membres ont consacré plus de 400 heures au cours de l'exercice écoulé à des activités de santé communautaire.

Lorsque les prestations de plusieurs membres de l'association sont valorisées pour la même activité de santé communautaire, elles sont prises en compte dès lors que ceux-ci assurent chacun un rôle différent.

Dans les autres cas, elles sont prises en compte forfaitairement, sauf si l'association justifie de la participation conjointe de ses membres.

Si l'association fonctionne en appliquant le forfait visé à l'article 52 de la loi, il lui est, en outre, octroyé un supplément de 2.000 euros.

Si, de plus, l'association participe au plan de cohésion sociale visé par le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, ou si elle collabore avec un relais social urbain, pour ses missions de relais santé visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux et aux relais santé, il lui est octroyé un supplément de :

1° 1.000 euros si l'association a développé ses activités conformément aux points 1) et 2);

2° 1.500 euros si l'association a développé ses activités conformément au point 3).

§ 5. Pour la fonction d'observatoire de santé de première ligne visée à l'article 14 du présent arrêté, il est octroyé 3.000 euros à l'association qui a, lors de l'exercice écoulé, participé à la collecte de données épidémiologiques désignée par le ministre ou qu'elle s'engage à le faire pour l'exercice à venir s'il s'agit de la première année d'agrément.

§ 6. Lorsque le siège d'activité de l'association est localisé dans une zone rurale qui compte moins de cent habitants par km^e, il est octroyé 2.000 euros.

§ 7. Lors du calcul des subventions, la décimale est ramenée à l'euro inférieur.

Art. 21. Le ministre établit un formulaire permettant de récolter les données utiles au calcul de la subvention.

Ce formulaire est complété et renvoyé à l'administration chaque année au plus tard, le 1^{er} mars.

Art. 22. § 1^{er}. La subvention est liquidée à raison d'une avance de 80 % au plus tard dans le mois qui suit la signature de l'arrêté d'octroi de subvention.

§ 2. La liquidation du solde s'effectue après contrôle du dossier justificatif.

Ce dossier justificatif comporte les pièces et éléments suivants :

1° une déclaration de créance en trois exemplaires originaux couvrant le solde de la subvention;

2° le compte des recettes et dépenses se rapportant à l'activité subventionnée ainsi que les justificatifs des dépenses étayés par les preuves de leurs paiements.

Les pièces justificatives à fournir en trois exemplaires sont numérotées, regroupées par rubrique et accompagnées d'un relevé récapitulatif reprenant le numéro de chaque pièce, son montant. Le délai d'introduction de ces pièces est fixé au 1^{er} mars de l'année qui suit l'exercice.

Les associations constituées en association sans but lucratif sont tenues de communiquer les pièces justificatives originales, à l'exception des documents qui, par nature, doivent être transmis à d'autres administrations ou organismes.

Les pièces originales sont restituées à l'association à l'issue du contrôle.

CHAPITRE VII. — *Des Fédérations**Section 1^{re} — De la subvention*

Art. 23. La subvention allouée annuellement à l'ensemble des fédérations reconnues est plafonnée à 6 % du budget disponible pour l'ensemble des associations.

Art. 24. La subvention annuelle est répartie conformément aux règles suivantes :

1° 60 % pour la mission visée à l'article 11, § 3, 1°, du décret;

2° 40 % pour la mission visée à l'article 11, § 3, 2°, du décret.

Art. 25. Les articles 21 et 22 du présent arrêté s'appliquent aux fédérations reconnues.

Section 2. — De l'évaluation de l'action

Art. 26. Afin d'apprécier la réalisation effective des missions des fédérations reconnues par le Gouvernement visées à l'article 11 du décret et d'autoriser la liquidation des subventions, le ministre détermine le modèle de rapport d'activités et compose un comité d'évaluation en y incluant deux représentants des associations dont

1° l'un appartient à une association effectuant ses prestations au forfait visé à l'article 52 de la loi;

2° et l'autre appartient à une association prestant ses services sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

Le comité d'évaluation est présidé par le ministre ou son représentant. Il ne s'associe toute personne dont les compétences lui sont utiles.

L'administration y délègue deux représentants dont un exerce son activité au sein de l'observatoire wallon de la santé, et en assure le secrétariat.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 27. Les associations agréées à la date de publication du présent arrêté sont agréées à durée indéterminée à condition d'introduire un plan d'action au plus tard dans les trois mois de la publication du présent arrêté.

A défaut, l'agrément est retiré.

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations de santé intégrée est abrogé.

Art. 29. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 30. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2342

[2009/202800]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen, gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 24 november 1994 en bij het decreet van het Waalse Gewest van 20 november 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 maart 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2009;

Gelet op het advies 46.394/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° vereniging : de geïntegreerde gezondheidsvereniging waarvan de zetel op het grondgebied van het Franse taalgebied gevestigd is;

2° decreet : het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

3° wet : de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

4° Minister : de Minister bevoegd voor het Gezondheidsbeleid;

5° administratie : het Operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Toegankelijkheid van de verenigingen*

Art. 3. De zetel van de vereniging wordt duidelijk aangegeven buiten het gebouw.

Hij is dagelijks van maandag tot vrijdag gedurende tien uren open, behalve op feestdagen. De openingstijden worden buiten aangeplakt.

Een medische dienst wordt 24 uur op 24 waargenomen, hetzij door de vereniging zelf, hetzij door een beroep te doen op een plaatselijk georganiseerde wachtdienst.

Daartoe wordt gebruik gemaakt van een telefonisch systeem. Zodoende kan de oproep van de patiënt onmiddellijk beantwoord worden.

Art. 4. § 1. De vereniging verbindt zich ertoe zorgen te verlenen en haar diensten te verstrekken hetzij op basis van het forfait bedoeld in artikel 52 van de wet, hetzij op basis van de betaling per prestatie opgenomen in de nomenclatuur van de gezondheidszorgen.

In het laatste geval voegt ze zich naar de akkoorden gesloten op basis van artikel 50 van de wet en past ze de derdebetalersregeling toe zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1986 tot uitvoering van artikel 53, achtste lid, van de wet.

§ 2. De vereniging verbindt zich ertoe geen enkele persoon met onvoldoende financiële middelen uit de zorgverlening en haar diensten uit te sluiten.

§ 3. De tarieven, honoraria en financiële bijdragen worden in de wachtzalen van de vereniging aangeplakt.

§ 4. De vereniging zal samenwerken met de andere gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst die door het Waalse Gewest erkend zijn overeenkomstig de modaliteiten van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.

HOOFDSTUK III. — *Procedure tot toekenning, weigering en intrekking van de erkenning en de tijdelijke erkenning*

Art. 5. § 1. De erkenningsaanvraag wordt door de vereniging aan de administratie gericht door elk middel dat vaste datum aan de verzending verleent.

Ze bevat de volgende gegevens en stukken :

1° het ondernemingsnummer toegekend na overlegging van de statuten of ingevolge de beslissing van de overheid tot oprichting van de geïntegreerde gezondheidsvereniging;

2° de lijst van de leden van het beheerscomité, alsook hun hoedanigheid wanneer het gaat om een vereniging opgericht op initiatief van een overheid;

3° de sector bediend door de vereniging, de naam van de gemeenten opgenomen voor een gedeelte of het geheel ervan, alsook het aantal betrokken inwoners;

4° de openingsdagen en -uren van de vereniging;

5° de naam, titels, diploma's en functies van elk lid van de multidisciplinaire ploeg;

6° de activiteitenuren van elk lid van de multidisciplinaire ploeg;

7° een omschrijving van het verbindingsinstrument;

8° een plan met vermelding van de bestemming van de lokalen;

9° een afschrift van het contract betreffende de afvoer van de afval B2;

10° een afschrift van het rapport van de brandweer dat een gunstig advies bevat voor de ontwikkeling van de activiteit in de lokalen;

11° de financiële voorwaarden om toegang te krijgen tot de zorgverlening en de diensten van de vereniging;

12° de modaliteiten voor de organisatie van de wachtdiensten tijdens de week, weekends en feestdagen, met inbegrip van de modaliteiten om contact te nemen met de wachtdienst.

De administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier. Ze eist de eventueel ontbrekende stukken op binnen een termijn van één maand, die ingaat op de datum van ontvangst van het dossier.

Indien de vereniging haar erkenningsaanvraag niet vervolledigd heeft na afloop van een termijn van zes maanden, die ingaat op de datum van de aanvraag van de ontbrekende dossiers, wordt het dossier afgesloten.

De administratie organiseert een inspectie ter evaluatie op participatieve wijze van het actieplan binnen een termijn van drie maanden, met ingang van de datum van indiening van het volledige dossier.

De conclusies van de inspectie worden binnen de maand overgemaakt aan de inrichtende macht, die over een termijn van één maand beschikt om te antwoorden.

Na afloop van die termijn maakt de administratie het dossier voor beslissing aan de Minister over, samen met de conclusies van de inspectie en, desgevallend, met die van de vereniging.

De Minister beslist binnen een termijn van twee maanden over de erkenningsaanvraag.

§ 2. Elke wijziging die in de loop van de tijdelijke erkenning of de erkenning aangebracht wordt in één van de punten vermeld in de vorige paragraaf, wordt binnen de maand meegedeeld aan de administratie, die binnen tien dagen ontvangst bericht.

Art. 6. De beslissing tot erkenning vermeldt dat de vereniging tijdelijk erkend is en de duur van de erkenning of dat ze voor onbepaalde duur erkend, de hoofdzetel van de activiteit en, desgevallend, de andere zetels, alsook de bediende sector.

Art. 7. Wanneer de administratie vaststelt dat een vereniging de erkenningsvoorwaarden niet of niet meer vervult of haar verplichtingen niet meer nakomt, stuurt ze haar een aanmaning toe waarin ze aan haar verplichtingen herinnerd wordt en geeft ze haar kennis van de termijn waarin ze orde op zaken moet stellen.

Indien de vereniging de gebreken waarvan ze in kennis gesteld werd niet verholpen heeft na afloop van die termijn, richt de administratie haar een voorstel tot weigering of tot intrekking van de erkenning of de tijdelijke erkenning.

Ze informeert de vereniging gelijktijdig dat ze met ingang van de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van vijftien dagen beschikt om haar haar geschreven opmerkingen toe te sturen.

Daartoe roept de administratie de dienst op bij ter post aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen ontvangstbewijs, met opgave van de plaats en het uur van het verhoor. De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman van zijn keuze te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren, wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

De administratie vult het dossier aan met de geschreven opmerkingen van de vereniging, met het proces-verbaal van verhoor en met elk nuttig element dat ondertussen vernomen werd.

Het dossier wordt aan de Minister overgemaakt binnen een termijn van één maand, te rekenen van de datum van het verhoor.

De Minister beslist binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

Art. 8. De beslissingen tot weigering of tot intrekking van de erkenning of de tijdelijke erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de vereniging meegedeeld.

HOOFDSTUK IV. — *Samenwerkingsovereenkomsten*

Art. 9. De samenwerkingsovereenkomsten gesloten tussen de geïntegreerde gezondheidsvereniging en de sociale werknemers en de psychotherapeuten bedoeld in artikel 8 van het decreet bevatten minimum :

- 1° de identificatie van de partijen;
- 2° het doel van de overeenkomst;
- 3° de rechten en plichten van elke partij;
- 4° het bestaan van een financiële compensatie of niet;
- 5° de duur van de overeenkomst en, desnoods, de modaliteiten voor de hernieuwing ervan;
- 6° de modaliteiten voor de verdeling van de informatie die nuttig is voor de tenlasteneming en de continuïteit hiervan;
- 7° de modaliteiten voor de aanwijzing van een referent gedurende het hele traject van de patiënt;
- 8° de modaliteiten voor de periodieke evaluatie van de samenwerking;
- 9° de modaliteiten voor de opzegging van de overeenkomst;
- 10° de voorschriften in geval van geschil.

Art. 10. De Minister legt een model van overeenkomst vast.

HOOFDSTUK V. — *Periodieke evaluatie van de verenigingen*

Art. 11. De evaluatie betreffende de uitoefening van de onthaalfunctie waarborgt dat de vereniging zorgt voor de kwaliteit en de continuïteit van de onthaaldienst gedurende de openingsuren.

Daartoe slaat de evaluatie op de volgende aspecten :

- 1° de onthaal- en secretariaatsdienst doet een beroep op contractueel of statutair personeel, op leden van de ploeg of op vrijwilligers;
- 2° de infrastructuur houdt zich aan de inachtneming van de private levenssfeer van de patiënt en van de imperatieven i.v.m. de bewaring van de individuele gegevens;
- 3° de wachtzaal is geschikt voor het onthaal van de patiënten, ongeacht hun leeftijd en gezondheidstoestand.

Art. 12. De evaluatie betreffende de uitoefening van de curatieve en preventieve functies waarborgt dat :

- 1° de continuïteit van de zorgverlening gegarandeerd wordt door de vereniging zelf of in samenwerking met het medisch-psycho-sociaal netwerk, hierna "netwerk" genoemd;
- 2° de vereniging, wanneer ze haar functies in het raam van het netwerk vervult, zorgt voor het sluiten van samenwerkingsovereenkomsten die, behalve de identificatie van de partijen, het exacte doel van de samenwerking, de modaliteiten ervan en de evaluatiemiddelen vermeldt;
- 3° de invoering van organisatie- en geschikte technische maatregelen de consultpraktijken toegankelijk maakt voor de patiënten, ongeacht hun leeftijd of hun gezondheidstoestand, en dat daar rekening gehouden wordt met de hygiëne- en veiligheidsvoorschriften, o.a. het gebruik van materiaal voor eenmalig gebruik, en voor de opsluiting van elk product of geneesmiddel.

Art. 13. De evaluatie betreffende de gemeenschappelijke gezondheidsfunctie gaat na of ze georganiseerd wordt in het belang van de collectiviteit waarin de vereniging haar actie inschrijft.

Daartoe vermeldt de vereniging in het kader van de uitoefening van de functie voor elk project :

- 1° de inhoud ervan;
- 2° de nagestreefde doelstellingen, o.a. de motivaties i.v.m. de uitwerking van het project;
- 3° het lid van de vereniging dat drager van het project is;
- 4° de overige leden die eraan deelnemen binnen de vereniging en in het raam van het netwerk;
- 5° de periode of de duur van het project;
- 6° het doelpubliek;
- 7° de financiële middelen die ten uitvoer gelegd worden;
- 8° de evaluatie-indicatoren.

Wanneer een project uitgewerkt is, maakt de vereniging uiterlijk vijftien dagen vóór het opstarten ervan de in het vorige lid vermelde elementen over aan de administratie, die binnen tien dagen ontvangst bericht.

Behoudens andersluidend advies van de administratie binnen vijftien dagen na de datum van het bericht van ontvangst, wordt het project geacht te zijn aangenomen en kan het in aanmerking genomen worden bij de berekening van de subsidie, bedoeld in artikel 19, § 4.

Art. 14. § 1. In het kader van de evaluatie van de functie waarnemingsdienst van de eerstelijnsgezondheidszorg geeft de Minister de verenigingen kennis van de minimumlijst van de gegevens die het voorwerp zijn van een epidemiologische verzameling, na overleg binnen het evaluatiecomité bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

§ 2. De vereniging verstrekt haar gegevens volgens de modaliteiten en binnen de termijn die de Minister bepaalt.

Bij de overdracht van de gegevens geeft ze kennis van de personalia van de verantwoordelijke(n) voor de behandeling ervan.

Art. 15. De integratie van de verschillende vakken binnen de ploeg wordt geëvalueerd tijdens vergaderingen voor de coördinatie van de activiteiten i.v.m. de uitoefening van de functies, waarvan het regelmatige karakter aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° ze worden minstens vierenvestig keer in de loop van het kalenderjaar gehouden;
- 2° ze duren minstens één uur;
- 3° ze zijn het voorwerp van notulen en van een lijst die door de deelnemers getekend wordt.

De notulen en de lijsten worden bewaard gedurende vijf jaar.

Art. 16. De evaluatie betreffende het verbindingsinstrument gaat na of de drager alle leden van de ploeg toegang verleent tot de gegevens die hen betreffen om hun functies zo spoedig mogelijk uit te oefenen met het oog op de continuïteit van de activiteit, o.a. de zorgverlening.

Art. 17. De evaluatie van het actieplan van de vereniging dient om na te gaan of :

- 1° de vereniging haar omgeving op territoriaal en institutioneel vlak heeft omschreven;
- 2° de algemene organisatie van de vereniging, uitvoerig omschreven voor elke functie;
- 3° de korte- en lange-termijndoelstellingen inzake het onthaal, de integratie van de ploeg en haar opname in het netwerk, haar coördinatie, de gemeenschappelijke gezondheidsactiviteiten en de epidemiologische verzameling worden erin omschreven;
- 4° de acties voortvloeiend uit de doelstellingen en de middelen die ervoor bestemd zijn, verbuigen de doelstellingen op operationele wijze;
- 5° de evaluatie in de vorm van kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren die de afstand tussen de doelstellingen en de ten uitvoer gelegde acties meten wordt a priori overwogen met het oog op een betere uitoefening van de functies.

Onder "omgeving van de vereniging op territoriaal en institutioneel vlak" wordt verstaan de omschrijving van de bevolking, van haar bijzondere kenmerken, van het zorgaanbod op het grondgebied dat door de vereniging bediend wordt.

De Minister legt een model van actieplan vast.

Art. 18. § 1. De ambtenaren en personeelsleden van de administratie die daartoe aangewezen worden gaan na of de bij of overeenkomstig dit decreet aangenomen voorschriften, o.a. de naleving van de erkenningsvoorwaarden, in acht genomen worden.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van de vereniging en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nodig achten voor de vervulling van hun opdracht, o.a. de samenwerkingsovereenkomsten en de notulen en lijsten van de deelnemers aan de coördinatievergaderingen.

§ 2. De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de vorige paragraaf evalueren het actieplan minstens om de twee jaar op participatieve wijze met de leden van de vereniging door het te toetsen aan de effectieve tenuitvoerlegging, door de verschillen tussen de doelstellingen en de acties te onderzoeken aan de hand van de door de vereniging bepaalde indicatoren en door de ontwikkelingsvooruitzichten van de activiteiten te overwegen.

De vereniging zorgt voor de aanwezigheid van al haar leden of van minstens één vertegenwoordiger van elk beroep dat er zijn activiteiten uitoefent.

Art. 19. De erkende vereniging die haar rechten op subsidies laat gelden, houdt boeken met, per begrotingsjaar, de financiële resultaten van haar beheer.

De erkende vereniging maakt uiterlijk twee maanden na afloop van de periode waarop het besluit tot subsidietoekenning betrekking heeft een jaarlijks activiteitenrapport over waarvan het model door de Minister bepaald wordt, alsook, uiterlijk 30 juni van het boekjaar na de periode waarin de subsidie toegekend wordt, de door de algemene vergadering goedgekeurde balans en exploitatierekening wanneer het gaat om een vereniging zonder winsttoegmerk.

HOOFDSTUK VI. — Toekenning van subsidies aan de geïntegreerde gezondheidsverenigingen

Art. 20. § 1. De subsidies worden door de Regering toegekend met inachtneming van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 2. Voor de organisatie van de onthaalfunctie bedoeld in artikel 11 van dit besluit wordt 25.000 euro toegekend voor zover die activiteit minstens achtendertig uren per week uitgeoefend wordt door één of meer personen die door de vereniging in de loop van het vorige boekjaar krachtens een arbeidscontract of een statuut in dienst genomen werden, of vanaf 1 januari van het boekjaar waarvoor de subsidies toegekend worden.

Indien die functie geheel of gedeeltelijk in aanmerking komt voor een andere financiering, wordt de subsidie naar rato van het niet-gefinancierde gedeelte toegekend.

§ 3. Voor de coördinatie bedoeld in artikel 15 van dit besluit wordt per patiënt ten laste genomen in de loop van het afgelopen jaar de volgende subsidie toegekend :

- 1° 2,75 euro indien de ploeg zich vierenvestig keer naar rato van één uur gecoördineerd heeft;
- 2° 4 euro indien de ploeg zich vierenvestig keer naar rato van twee uur gecoördineerd heeft.

Het aantal patiënten dat in aanmerking genomen wordt bij de berekening van de subsidie voor de coördinatie wordt beperkt tot 4 000.

Voor de verenigingen die het in artikel 52 van de wet bedoelde forfaitaire financieringssysteem toepassen, is het aantal patiënten dat in aanmerking genomen wordt het aantal patiënten ingeschreven op 31 december van het afgelopen jaar.

Voor de verenigingen die het betalingssysteem per prestatie gebruiken, is het aantal patiënten (N) dat in aanmerking genomen wordt het resultaat van onderstaande formule :

$$N = N_{asi} / N_{moy}$$

"N asi" is het totaal aantal contacten gepresteerd inzake algemene geneeskunde binnen de vereniging in de loop van het afgelopen jaar;

"N moy" is het laatste gemiddeld aantal jaarlijkse contacten inzake algemene geneeskunde in België, berekend door het RIZIV;

§ 4. voor de gemeenschappelijke gezondheidsfunctie bedoeld in artikel 13 van dit besluit wordt de volgende subsidie toegekend :

1° 3.000 euro indien de vereniging bewezen heeft dat haar leden in de loop van het afgelopen boekjaar tussen 100 en 200 uren aan gemeenschappelijke gezondheidsactiviteiten gewijd hebben;

2° 6.000 euro indien de vereniging bewezen heeft dat haar leden in de loop van het afgelopen boekjaar tussen 200 en 400 uren aan gemeenschappelijke gezondheidsactiviteiten gewijd hebben;

3° 9.000 euro indien de vereniging bewezen heeft dat haar leden in de loop van het afgelopen boekjaar meer dan 400 uren aan gemeenschappelijke gezondheidsactiviteiten gewijd hebben.

Wanneer de prestaties van verschillende leden van de vereniging voor dezelfde gemeenschappelijke gezondheidsactiviteit gevaloriseerd worden, worden ze in aanmerking genomen voor zover ze elk een verschillende rol vervullen.

In de overige gevallen worden ze op forfaitaire wijze in aanmerking genomen, tenzij de vereniging het bewijs van de gezamenlijke deelname van haar leden levert.

Indien de vereniging toepassing maakt van het forfait bedoeld in artikel 52 van de wet, wordt haar bovendien een toeslag van 2.000 euro toegekend.

Indien de vereniging daarenboven deelneemt aan het plan voor maatschappelijke cohesie bedoeld in het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld, of indien ze voor haar opdrachten m.b.t. contactpunten inzake gezondheidsaangelegenheden samenwerkt met een sociaal contactpunt bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 tot erkenning en subsidiëring van de sociale contactpunten en de contactpunten inzake gezondheidsaangelegenheden, geniet ze een toeslag van :

1° 1.000 euro indien ze haar activiteiten overeenkomstig de punten 1) en 2) heeft ontwikkeld;

1° 1.500 euro indien ze haar activiteiten overeenkomstig punt 3) heeft ontwikkeld.

§ 2. Voor de functie waarneming van de eerstelijnsgezondheidszorg bedoeld in artikel 14 van dit besluit wordt 3.000 euro toegekend aan de vereniging die in de loop van het afgelopen jaar aan de door de Minister aangewezen verzameling van epidemiologische gegevens deel genomen heeft of zich ertoe verbindt zulks te doen voor het komende boekjaar indien het om het eerste erkenningsjaar gaat.

§ 6. Wanneer de activiteitszetel van de vereniging gevestigd is in een landelijke zone die minder dan honderd inwoners per km² telt, wordt 2.000 euro toegekend.

§ 7. Bij de berekening van de subsidies wordt de decimaal naar de lagere euro afgerond.

Art. 21. De Minister legt een formulier vast voor de verzameling van de gegevens die nuttig zijn voor de berekening van de subsidie.

Dat formulier wordt ingevuld en jaarlijks uiterlijk 1 maart naar de administratie teruggestuurd.

Art. 22. § 1. De subsidie wordt naar rato van een voorschot van 80 % betaald uiterlijk binnen de maand na de ondertekening van het besluit tot toekenning van de subsidie.

§ 2. Het saldo wordt betaald na controle op het rechtvaardigingsdossier.

Het rechtvaardigingsdossier bevat de volgende stukken en elementen :

1° een schuldvorderingsverklaring in drie originele exemplaren ter dekking van het saldo van de subsidie;

2° de rekening van de ontvangsten en uitgaven m.b.t. de gesubsidieerde activiteit, alsook de bewijsstukken van de uitgaven gestaafd door de bewijzen van de desbetreffende betalingen.

De in drie exemplaren te verstrekken bewijsstukken zijn genummerd, worden per rubriek gegroepeerd en gaan vergezeld van een samenvattend overzicht met het nummer van elk stuk, het bedrag ervan. De termijn voor de indiening van die stukken is vastgelegd op 1 maart van het jaar na het boekjaar.

De verenigingen zonder winst oogmerk zijn verplicht de originele bewijsstukken over te maken, met uitzondering van de documenten die vanwege de aard ervan aan andere administraties of instellingen overgemaakt moeten worden.

De originele bewijsstukken worden na afloop van de controle aan de vereniging teruggegeven.

HOOFDSTUK VII. — *Federaties*

Afdeling 1. — Subsidie

Art. 23. De subsidie, jaarlijks toegekend aan het geheel van de erkende federaties, wordt beperkt tot 6 % van de begroting die voor het geheel van de verenigingen beschikbaar is.

Art. 24. De jaarlijkse subsidie wordt verdeeld als volgt :

1° 60 % voor de opdracht bedoeld in artikel 11, § 3, 1°, van het decreet;

2° 40 % voor de opdracht bedoeld in artikel 11, § 3, 2°, van het decreet.

Art. 25. De artikelen 21 en 22 van dit besluit zijn van toepassing op de erkende federaties.

Afdeling 2. — Evaluatie van de actie

Art. 26. Om de effectieve uitvoering van de opdrachten van de door de Regering erkende federaties bedoeld in artikel 11 van het decreet te beoordelen en om de betaling van de subsidies toe te laten, bepaalt de Minister het model van activiteitenrapport en stelt hij een evaluatiecomité samen waarin hij twee vertegenwoordigers van de verenigingen opneemt, namelijk :

1° één die deel uitmaakt van een vereniging die haar prestaties verricht op basis van het forfait bedoeld in artikel 52 van de wet;

2° en de andere die deel uitmaakt van een vereniging die haar prestaties verricht op basis van de betaling volgens de nomenclatuur van de gezondheidszorgen.

Het evaluatiecomité wordt door de Minister of diens vertegenwoordiger voorgezeten. Hij betreft er elke persoon bij wiens bevoegdheden hem nuttig zijn.

De administratie vaardigt er twee vertegenwoordigers af, met name één die zijn activiteit binnen de "Observatoire wallon de la Santé" (Waalse Waarnemingsdienst voor Gezondheidsaangelegenheden) uitoefent, en de andere die er het secretariaat van waarneemt.

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 27. De verenigingen erkend op de datum van bekendmaking van dit besluit worden voor onbepaalde duur erkend op voorwaarde dat ze uiterlijk binnen drie maanden na de bekendmaking van dit besluit een actieplan indienen.

Zoniet wordt de erkenning ingetrokken.

Art. 28. Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen wordt opgeheven.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 30. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 1999.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2343

[2009/202817]

**27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant
le cadre organique du personnel de la Société wallonne du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, §3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le Code wallon du Logement tel que modifié à ce jour;

Vu les statuts de la Société wallonne du Logement tels que modifiés à ce jour;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 fixant le cadre organique de la Société wallonne du Logement;

Vu le contrat de gestion du 10 septembre 2007 entre la Région wallonne et la Société wallonne du Logement;

Vu les délibérations du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement des 16 février et 16 mars 2009;

Vu l'avis favorable motivé dans lequel sont consignées les conclusions de la concertation menée au sein du Comité supérieur de concertation de la Région wallonne en date du 27 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 25 mars 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2009;

Considérant que suite à la suppression du poste correspondant dans le nouvel organigramme, il y a lieu de confier au directeur de la gestion patrimoniale une mission transversale de conseiller en gestion immobilière entre les différentes Directions du Département de la Gestion immobilière;

Considérant que cette mission a pour objectifs de fédérer, dans une stratégie pluridisciplinaire et une approche participative, pragmatique et cohérente, les connaissances et expériences communes et de rassembler, tant en interne qu'en externe, les savoir-faire techniques, opérationnels et fonctionnels en vue de promouvoir les idées et actions novatrices visant à l'amélioration qualitative et organisationnelle du logement social;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre organique du personnel de la Société wallonne du Logement, ci-après dénommée "la société" est fixé à 220 unités réparties comme suit :

Direction générale

Directeur général 1

Directeur général adjoint 1

Direction de l'Audit

Directeur (expert) 1

Direction Stratégie, Communication et Qualité

Directeur 1

Direction Contrôle de gestion

Directeur 1

Département immobilier

Inspecteur général 1

Direction de la Planification, Coordination et Opérations immobilières

Directeur 1

Direction du Suivi et Contrôle technique - Hainaut

Directeur 1

Direction du Suivi et Contrôle technique - Namur-Luxembourg-Brabant wallon

Directeur 1

Direction du Suivi et Contrôle technique - Liège

Directeur 1

Direction Marchés publics et Droit immobilier

Directeur 1

Direction de la Gestion des Programmes

Directeur 1